

**Le temps mondial**  
**Enchaînements, disjonctions et médiations**

Zaki Laïdi

Les Cahiers du CERI  
n° 14 - 1996

Ce texte est le résultat d'une recherche collective interdisciplinaire engagée au CERI depuis plusieurs années et dont l'ambition est de participer au renouvellement de la discipline des relations internationales. Il doit donc beaucoup aux travaux et réflexions de ses membres : Fariba Adelkhah (CERI), Mounia Bennani, Jean-Pascal Dalloz (CEAN, Bordeaux), Dina El-Khawaga (Université du Caire), Jean-Noël Ferrié (CE-DEJ), Christophe Jaffrelot (CERI), Hamid Naficy (Rice University, Houston), Susan Ossman et Olivier Roy (CNRS). Cette recherche a donné lieu à plusieurs rencontres, dont une journée d'études organisée en juin 1995 au CERI en collaboration avec Fariba Adelkhah, au cours de laquelle j'ai pu bénéficier des remarques de Jean-François Leguil-Bayart (directeur du CERI), Christian Coulon (directeur du CEAN), Gilles Kepel (CERI), Jean Leca (IEP de Paris) et Rémi Leveau (CERI).

Ce texte, qui est ainsi mis en débat, introduira l'ouvrage sur le *Temps mondial* qui regroupera, dans une nouvelle collection des Editions Complexe, les résultats de cette vaste recherche collective. Les astérisques (\*) qui accompagnent des références à certains auteurs renvoient aux contributions qui y seront publiées.

Cette recherche n'aurait pas pu être menée à son terme sans le soutien du ministère de la Recherche.

# Le temps mondial

## Enchaînements, disjonctions et médiations

Zaki Laïdi

Le temps mondial est avant tout un imaginaire. C'est un imaginaire aux dimensions planétaires qui se dégage et se propage à la faveur d'une conjoncture historique précise (la chute du Mur de Berlin par exemple). Il se construit autour de représentations fortes qui prétendent avoir un retentissement planétaire, retentissement dont les médias permettent d'en concentrer la signification dans un espace court tout en le répandant à l'échelle du monde. Le temps mondial constitue ainsi un moment privilégié où les sociétés humaines nourrissent le sentiment collectif de renégocier, sur le mode de l'accélération, leur rapport au temps et à l'espace. Le temps mondial serait une sorte de " conscience-temps " planétaire, pour reprendre les mots d'Husserl. Ce qu'il dégage avant tout, c'est l'idée qu'il existe une *nouvelle dynamique du monde*, faite d'enchaînements de faits et de situations inédites qui incitent à croire et à penser collectivement que rien ne sera plus comme avant.

Naturellement, la sélection de ce " moment " relève d'un certain arbitraire tant les ruptures, les tournants ou les moments fondateurs d'une ère nouvelle sont, comme tous les faits sociaux, frappés au sceau de la relativité.

Si, dans une première approximation, on se hasardait à placer la thématique de la " démocratie de marché " au cœur du temps mondial, on constaterait sans peine que la démocratisation de l'Amérique latine comme sa conversion graduelle à " l'économie de marché " sont par exemple bien antérieures à la chute du Mur de Berlin<sup>1</sup>. Ailleurs, comme dans l'aire musulmane, on constatera par exemple que la guerre du Golfe a eu un retentissement bien plus fort que la chute du Mur. Mais, dans ces deux cas, ce qui importe c'est moins la notion de causalité que la capacité à lire ces événements, à les situer, même *a posteriori*

*ri*, dans une narration planétaire. Même si la guerre du Golfe fait plus sens pour les musulmans que la fin de la guerre froide à proprement parler, il est hors de doute que la guerre du Golfe ne saurait s'interpréter indépendamment de la modification du rapport de forces mondiaux au profit de l'Occident. La fin de la guerre froide, par exemple, n'a pas modifié substantiellement le rapport géopolitique du Mexique à son grand voisin du Nord. Mais elle a, en revanche, servi de puissant adjuvant à la légitimation politique d'une politique libérale<sup>2</sup>. Et, même si le mouvement de démocratisation en Amérique latine est antérieur à la chute du Mur, on ne saurait négliger le fait qu'en 1990 s'y tinrent dix élections présidentielles ayant entraîné un changement de gouvernement<sup>3</sup>. Le calendrier de la crise algérienne n'est pas à proprement parler lié à la chronologie de la fin de l'Empire soviétique. Mais la disqualification du socialisme a considérablement accéléré la délégitimation du pouvoir en place depuis l'indépendance. En Occident, la crise idéologique de la gauche, sa difficulté à proposer une alternative démocratique à la révolution néo-libérale remontent au début des années quatre-vingt. Mais la référence au socialisme s'est considérablement amoindrie dans le monde depuis la chute de l'empire soviétique. La crise des systèmes politiques italien ou japonais résulte de déterminations internes clairement identifiables. Mais le fait que la logique du système en place se soit épuisée peu de temps après la chute du Mur rend plus que plausible la thèse de la fin du régime de guerre froide<sup>4</sup>. Les débats sur le sens de l'Europe ont leur propre dynamique. Mais il est difficile de " penser Maastricht " indépendamment des bouleversements nés de la chute du Mur. Autant dire que le temps mondial est moins le temps des causalités que celui des enchaînements denses. C'est moins une flèche du temps universel qu'un tableau mondial de propensions nouvelles à penser et à agir.

### Définitions

Provisoirement, nous définirons arbitrairement le temps mondial comme le moment où toutes les conséquences géopolitiques et culturelles de l'après guerre froide *s'enchaînent* avec l'accélération des

processus de mondialisation économique, sociale et culturelle. Le temps mondial n'est donc ni le temps de l'après guerre froide - car c'est surtout en Europe que ses conséquences géopolitiques se font sentir -, ni le temps de la mondialisation - car le processus est lancé depuis fort longtemps -, mais l'interaction de ces deux grands processus. Dire cela n'est pas dire que l'accélération de la mondialisation économique et financière constatée à partir du milieu des années quatre-vingt entretient une relation de cause à effet avec, par exemple, le début de la décomposition de l'Union soviétique. C'est simplement comprendre comment des processus lourds vont converger dans le temps pour produire, à la faveur de certains événements-charnières, des significations conjointes dont la plus fondamentale est peut-être d'accréditer l'idée selon laquelle les sociétés humaines entrent dans une ère nouvelle, avec de nouvelles règles du jeu face auxquelles tous les acteurs sociaux ou politiques doivent se situer, réagir, s'adapter. Le mouvement international de réprobation des essais nucléaires français dans le Pacifique est l'illustration même de ce temps mondial en ce qu'il croise deux processus : la fin de la guerre froide et la mondialisation. La fin de la guerre froide disqualifie la poursuite des essais (" Cela ne se fait plus dans le monde d'aujourd'hui ") tandis que la mondialisation s'exprime à travers la capacité à mobiliser l'opinion publique internationale contre cette décision en tirant avantage des techniques les plus récentes de transmission de l'information. L'imaginaire de la fin de la guerre froide c'est celui de la perte des repères collectifs, des alignements, des dogmes et des conflits diplomatico-stratégiques cerclés par des Etats. L'imaginaire de la mondialisation c'est celui de l'élargissement de l'espace de référence des individus, des entreprises et des acteurs sociaux en général. L'imaginaire du temps mondial est au fond celui qui croise en les enchaînant ces deux dimensions, produisant ainsi une articulation entre un *monde sans frontières* (la mondialisation) et un *monde sans repères* (la fin de la guerre froide). A cet égard on dira que le temps mondial a pour première conséquence de décroquer nos espaces de référence et de réflexion en faisant fusionner les jeux de la géopolitique et de l'échange, comme si la logique des blocs, en sacralisant la force militaire, avait en quelque sorte retardé la marche de la mondialisation<sup>5</sup>. Penser le temps mondial, c'est penser les enchaînements qui façonnent de nouvelles problématiques mondiales.

Que ces enchaînements soient contestables ou fragmentaires est une autre affaire. Ce qui nous occupe ici est qu'ils agissent comme imaginaire, comme une représentation qui donne sens aux mutations en cours à travers la mise en cohérence de ce que Jaspers appelait des " parallélismes " des " coïncidences ", des " synchronismes " et des " simultanités " <sup>6</sup>.

Par construction, le temps mondial cherche à englober, à totaliser les événements autour de significations fortes, stables et cohérentes. Implicitement ou explicitement, il se présente comme un " grand temps qui enveloppe toute réalité " (Aristote). Il s'appuie sur ce que Louis Dumont appelle des " idées-valeurs ", qui prétendent proposer une certaine régulation du monde<sup>7</sup>. Ces idées-valeurs sont essentiellement construites autour de la matrice " démocratie de marché ". La démocratie est vue comme la conséquence naturelle de la chute du communisme tandis que le marché consacre à la fois l'échec de l'économie de commande et l'impossibilité de freiner " les forces du marché ". Mais la dynamique du temps mondial ne s'arrête pas là. De grille de lecture des événements, elle va passer à un catalogue de recommandations. On ne se contentera pas de dire que la démocratie et le marché sont les conséquences logiques de la fin de la guerre froide et de la mondialisation. On dira aussi que l'un et l'autre doivent aller de pair, qu'il ne saurait y avoir de démocratie sans marché ou de marché sans démocratie. Le temps mondial passe alors d'un tableau qui décrit à un dispositif qui prescrit. Mais à peine est-il mis en place, pourrait-on dire, que naissent des *disjonctions* (Appadurai) qui vont chercher à combattre ces enchaînements, à les rompre. On ne s'opposera pas à la démocratie mais on dira qu'il existe plusieurs formes de démocratie. On ne niera pas l'existence du marché mais on contestera le fait que son expansion passe par la démocratisation. Ces disjonctions sont l'œuvre, comme on le verra, d'acteurs politiques et sociaux. Mais il faudra se garder de ne voir cette réalité qu'à travers l'action volontariste et consciente d'acteurs déterminés. Les disjonctions résultent avant tout de la plasticité des dynamiques sociales et de la complexité du réel. Si la logique de marché est parasitée par des processus mafieux, cela contribue non seulement à dérégler le marché, mais aussi le cadre démocratique, sans que s'exprime la volonté politique de combattre la démocratie.

Partout où naissent des enchaînements vont se développer des disjonctions. Et partout où vont naître ces enchaînements et ces disjonctions vont également apparaître des médiations de caractère culturel, régional ou social qui vont arbitrer ces enchaînements et ces disjonctions. Arbitrer n'est d'ailleurs peut-être pas le meilleur mot car il ne s'agit pas de trancher entre un global qui cherche à s'imposer et un local qui se dérobe, mais de réconcilier ces différentes temporalités, de diffuser le global dans le local dans des conditions d'ailleurs très variées.

## Temps, sens et mondialisation

La mondialisation peut se définir de multiples façons. Mais, quelle que soit la définition retenue, elle renvoie presque invariablement à deux considérations : la compression de l'espace dans lequel les hommes vivent, se meuvent et échangent valeurs et produits, et les implications de cette intensification des échanges sur leur conscience d'appartenir à un même monde, que ce " même monde " soit le marché mondial pour les marchands, l'universel pour les philosophes ou " l'ordre mondial " pour les stratèges<sup>8</sup>. Il y a ainsi, dans la mondialisation, une double logique d'*étirement* (spatial) et d'*intensification* des relations sociales planétaires, pour reprendre les termes de Giddens<sup>9</sup>. Autant dire d'emblée que la mondialisation n'est que partiellement quantifiable et que le jeu d'interactions complexes qu'elle tisse rend le qualitatif indissociable du quantitatif. En effet, quand on vient à souligner que " les gens voyagent plus ", qu'ils reçoivent de plus en plus d'images du monde grâce à la télévision ou que les multinationales " globalisent " leurs activités, c'est toujours par rapport à des enjeux ou des préoccupations précis que ces problèmes sont posés. L'interpénétration croissante des sociétés est à mettre en regard de la question cruciale du métissage ou du multiculturalisme. La diffusion des programmes télévisuels soulève le problème de la préservation de l'autonomie culturelle des sociétés face à une uniformisation d'origine américaine. La globalisation de l'activité des multinationales, enfin, est à mettre en parallèle avec la question de savoir si un même produit peut être vendu à l'échelle du monde sans modification substantielle de son contenu ou de son emballage<sup>10</sup>. Autant dire que les multiples facettes de

la mondialisation n'existent que par rapport à certaines valeurs ou problèmes d'une époque (identité, protectionnisme économique, particularismes commercial, ethnique ou religieux, etc.), que par rapport à des *enjeux de sens posés à un moment donné*. Prigogine ne dit rien d'autre lorsqu'il écrit que " toute histoire, toute narration implique des événements (...) mais elle n'a d'intérêt que si ces événements sont *porteurs de sens*. Une succession de coups de dés ne se raconte pas, sauf si certains des coups ont des conséquences significatives : le dé n'est l'instrument d'un jeu de hasard que *si le jeu a un enjeu* " <sup>11</sup>.

Si la contextualisation de la mondialisation est donc nécessaire, sa temporalisation l'est encore davantage. En effet, toute approche du sujet soulève cette question élémentaire : pourquoi parle-t-on davantage de la mondialisation aujourd'hui qu'il y a dix ans ? La montée en puissance des analyses de la " globalisation " est-elle en rapport avec l'effondrement des grandes narrations historiques et notamment du marxisme ?

Commençons par étayer empiriquement cette idée de " tournant ", de " moment ", en se référant au domaine qui se prête le plus aisément à la vérification : celui de l'économie et de la finance. Sur ce plan, l'idée d'une mondialisation accélérée fait indubitablement sens, en effet, car l'interdépendance des économies s'est accrue depuis le milieu des années 1980, les échanges commerciaux entre pays industrialisés croissent deux fois plus vite que leur produit intérieur brut alors que, dans la décennie précédente, la croissance des échanges n'était que de 1,5 fois supérieure à celle de la production. Ce phénomène revêt une ampleur mondiale puisque, pour l'Amérique latine, par exemple, la proportion est passée de 0,5 entre 1975 et 1984 à 2,5 entre 1985 et 1994<sup>12</sup>.

La mondialisation économique se traduit donc avant tout par le fait que la dynamique de l'échange prend le pas sur la dynamique de la production. Cette dynamique de l'échange concerne les biens et les services. Mais elle touche aussi les capitaux. Là aussi, les chiffres confirment une accélération que l'on peut clairement dater au milieu des années 1980. L'investissement direct dans le monde est évalué à 43,2 milliards par an pour la période 1981-1985. A partir de 1985, le rythme s'accélère considérablement puisque, pour la période 1986-1990, la moyenne annuelle de l'investissement mondial passe brusquement à 167,7 milliards de dollars, soit un quadruplement<sup>13</sup>.

Cette “ explosion ” des échanges se vérifie enfin sur le plan financier où, là encore, le milieu des années 1980 peut être considéré comme un tournant sous le triple effet des progrès de la technologie, de l'apparition de nouveaux instruments financiers et de la libéralisation des marchés<sup>14</sup>. L'innovation technologique joue de deux façons : elle facilite l'accroissement des transactions financières et, simultanément, elle favorise l'intégration des marchés qui se trouvent ainsi connectés et liés dans ce que l'on appelle une dynamique systémique. Autrement dit, les marchés seront amenés à réagir les uns par rapport aux autres *indépendamment* du niveau des transactions entre eux. Ainsi la Bourse de Sao Paulo pourra réagir au séisme de Kobé indépendamment du niveau des transactions entre le Japon et le Brésil. Les économistes parlent de “ risques systémiques ” au même titre que les stratèges parlent ou parlaient de “ théorie des dominos ”. Ainsi, le développement d'une sphère financière dont le volume quotidien des transactions était en 1992 soixante fois plus important que le volume annuel des échanges commerciaux mondiaux aura, en termes de souveraineté, une conséquence importante. La capacité des Etats - par le jeu de leurs réserves - à contrôler les mouvements spéculatifs sur les marchés s'amointrit à partir du milieu des années 1980, puisque c'est à partir de cette date que le volume quotidien des transactions sur les marchés des changes dépasse les réserves des banques centrales.

Résumons : il existe un temps de la mondialisation économique et financière dont on peut dire qu'il s'intensifie à partir du milieu des années 1980<sup>15</sup>. Ces changements sont essentiels car il vont à l'évidence donner naissance à de “ nouvelles légitimités ” politiques, sociales et culturelles, construites autour du marché : la régulation par le marché est plus efficace que la régulation par l'Etat, le marché national ne saurait être protégé face au marché mondial. Le marché est le régulateur.

L'adaptation à la contrainte internationale passe enfin par une prise en compte économique, sociale et culturelle de *l'accélération du temps*. C'est là qu'intervient le premier enchaînement du temps mondial dans la mesure où toutes les nouvelles données de la mondialisation (dimension spatiale) se trouvent étroitement corrélées à l'accélération du temps. La mondialisation financière n'aurait guère été envisageable sans la révolution de l'information qui permet, à partir du début des années 1980, de développer le fameux *temps réel*. Cette révolution re-

pose sur la fusion entre l'informatique et les télécommunications, qui se voyaient jusque-là comme des concurrents. Au plan technique, la révolution de l'information a pour conséquence majeure de permettre un accroissement considérable du nombre d'informations circulant d'un espace à l'autre. La première génération de câbles téléphoniques transatlantiques permettait de transporter 2 400 communications téléphoniques simultanées. La douzième génération de ces mêmes câbles (TAT-12) permet d'en transporter 600 000. Dans les prochaines années, un câble transatlantique pourra traiter 10 millions d'appels téléphoniques simultanés<sup>16</sup>. La conséquence de cette révolution est double : elle permet une intensification des “ communications ” qui entraîne à son tour un effondrement du coût de transmission de l'information. Dès lors, la diffusion de l'information se banalise ; c'est la vitesse à laquelle elle circule qui devient cruciale.

La mondialisation économique n'est pour sa part pas pensable sans la prise en compte de la révolution du *juste à temps*, révolution technologique et culturelle qui valorise les systèmes productifs flexibles au détriment des systèmes rigides de type fordiste. Cette révolution, qui se manifestera de façon spectaculaire dans le secteur automobile, fait ainsi du temps non seulement le facteur déterminant de la performance de l'entreprise, mais le nouvel axe de la compétition mondiale<sup>17</sup>.

L'introduction de systèmes de juste à temps devient ainsi l'instrument décisif de survie dans la compétition mondiale. Le nouvel avantage concurrentiel repose très clairement sur le temps, un avantage qui paraît au cœur de l'offensive économique japonaise des années 1980<sup>18</sup>. La puissance mondialisée s'identifie désormais à la compression du temps.

Il n'entre pas dans notre propos de détailler la logique de ce système, d'autant que, derrière les notions de compression du temps et de flexibilité se profilent d'autres enjeux sociaux et culturels, au sein de l'entreprise par exemple. L'important, à ce stade de notre raisonnement, est simplement de confirmer l'accumulation indéniable d'un faisceau d'indices matériels ou immatériels, économiques et technologiques dont la caractéristique est de reposer sur une interaction forte entre l'accélération de la mondialisation et une redéfinition sensible du rapport au temps : tout va plus vite et ce “ plus vite ” est ressenti d'autant plus fortement qu'il est relié à la perception d'une propagation mondiale. La mondialisation se vit sur le mode d'une “ tyrannie du temps réel sur l'espace réel ” (Virilio), comme si, d'une certaine façon,

l'égalisation des conditions d'accès à l'espace par les différents acteurs (la mondialisation des marchés financiers touche aussi bien les pays en développement que les pays développés, par exemple) faisait basculer la compétition dans le champ du temps<sup>19</sup>. Il ne s'agit plus de gagner de nouveaux espaces, mais de gagner du temps. Ou, de manière plus précise encore, c'est en gagnant du temps (révolution du juste à temps) que l'on peut regagner de nouveaux espaces (les marchés pour les entreprises). Or, ce qui donne sens au temps mondial, c'est le fait que ces accélérations technologiques et scientifiques ont été synchronisées avec des bouleversements géopolitiques majeurs qui se sont effectués à un rythme lui aussi très accéléré (l'effondrement de l'URSS) et dans des conditions davantage déterminées par des facteurs externes que par une mobilisation interne, comme le montre l'exemple tchécoslovaque<sup>20</sup>.

Ce sentiment de vivre des " temps nouveaux " fondé sur des changements qualitatifs importants n'est naturellement pas inédit.

Karl Jaspers a parlé du I<sup>er</sup> siècle avant J.C. comme d'un " âge axial " qui voit l'émergence en Occident d'une nouvelle civilisation intellectuelle, morale et religieuse fondée sur l'idée de transcendance et héritée des Grecs, et coïncidant avec des processus culturels comparables chez les Zoroastriens, les Bouddhistes ou les Confucéens<sup>21</sup>. Il y aurait ainsi dans l'histoire des moments charnières où les changements qualitatifs apparaissent d'autant plus forts qu'ils se trouvent partagés par plusieurs civilisations. A propos de cette période analysée par Jaspers, Eric Weil parle de " percée mondiale ", de moment où apparaît un nouveau message, rendant obsolètes d'anciennes façons de faire ou de penser<sup>22</sup>. Cette idée selon laquelle il y aurait des moments à partir desquels certaines actions ou raisonnements cesseraient d'être légitimes à l'échelle mondiale a été développée par le père du temps mondial, Wolfram Eberhard. Ce dernier note par exemple que, si le Japon a pu réaliser son décollage économique à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, c'est parce que, " à l'époque ", on pouvait imposer à une population des changements brutaux sans lui garantir en échange une amélioration de son sort. Or, dit-il, la répétition de ce schéma n'est plus possible en raison précisément du temps mondial qui développe à l'échelle internationale un certain nombre d'idées ou de valeurs à prétention universelle<sup>23</sup>. Le temps mondial permet ainsi de comparer et de se comparer.

Stephen Kern et David Harvey ont recours à l'idée de moment his-

torique privilégié, de *tournant* mondial pour évoquer l'avènement de la modernité entre la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle et la Première Guerre mondiale. Le premier insiste sur le fait qu'entre 1880 et 1914, une série de mutations scientifiques, technologiques et artistiques ont convergé sur cette double base : celle de la mondialisation et celle de l'accélération du temps. Il cite comme point de départ de ce tournant la naissance du premier train électrique en 1879, suivi ensuite par l'électrification du métro de Londres (1890), l'envoi de la première dépêche journalistique par téléphone (1887), la naissance du taylorisme (1883), la théorie de la relativité (1905) et surtout la " création " du temps universel qui permettra de standardiser le temps d'une région à l'autre<sup>24</sup>. Comme le notent Giddens et Zerubavel, il a donc fallu attendre cette fin du XIX<sup>ème</sup> siècle pour assister à l'émergence d'une mesure mondiale du temps au détriment du temps local<sup>25</sup>. Celui-ci ne disparaît pas mais il cesse d'être indépendant sur le plan technique et sur le plan social (conscience d'appartenir à un monde plus large)<sup>26</sup>. Certes, ce sentiment de vivre un temps mondial accéléré n'est pas interprété partout de la même façon. Mais partout, il engendre un débat sur le sens et la valeur de la vitesse<sup>27</sup>. C'est aux conséquences culturelles de ce moment que s'est intéressé David Harvey, même si pour lui la modernité du XX<sup>ème</sup> siècle s'exprime plus par l'emprise du taylorisme et donc l'emprise de la machine que par celle de la vitesse<sup>28</sup>. A ses yeux, les créations de Proust, Joyce ou Pound (dans le domaine littéraire), de Matisse, Picasso, Klee, Braque ou Kandinsky (peinture), de Stravinsky, Schoenberg et Bartok (musique), de Saussure (linguistique) sont des réponses culturelles à cette nouvelle donne. Méthodologiquement, la réflexion de Harvey nous paraît essentielle à la définition du temps mondial. Elle permet non seulement de comprendre cette idée de " moment " particulier où les sociétés ont l'impression d'entrer dans des temps nouveaux, mais également de saisir la corrélation forte qui existe ou qui peut exister à un moment donné entre des changements technologiques ou économiques sensibles et des transformations culturelles. De manière très argumentée, David Harvey lie la fin du fordisme et l'émergence de systèmes de production flexibles aux valeurs de la post-modernité, par exemple<sup>29</sup>. Dans ce même ordre d'idées, Helga Nowotny met en parallèle les évolutions technologiques et les évolutions sociales consécutives à l'accélération du temps :

“ Les historiens des techniques ont suffisamment montré que les premières technologies modernes transcendant l'espace et le temps, le télégraphe, le téléphone, la radio, mais aussi le cinéma firent comme les chemins de fer avant elles, plus que contribuer à l'abolition des distances géographiques ; on avait désormais l'impression que les barrières sociales devenaient elles aussi franchissables. A l'aube du XX<sup>ème</sup> siècle, les structures hiérarchiques de la noblesse vacillent, tout comme celles de la bourgeoisie. Les nouveaux moyens techniques, doués de la faculté de transgresser avec impertinence les barrières protocolaires, sont comme un révélateur des virtualités de modification, de la fragilité des structures de pouvoir existantes face à une technique "égalisatrice". Ce n'est pas par hasard que les téléphones n'étaient pas admis dans la Hofburg à Vienne, que les machines à écrire y étaient considérées avec suspicion, et que la lumière électrique restait réservée à la rue et aux bourgeois, car ils menaçaient, tous autant qu'ils étaient, une hiérarchie sociale aux distinctions subtiles, impliquant également l'espace et le temps ”<sup>30</sup>.

#### *Le chaînon décisif du temps mondial*

Nous avons jusque-là tenté d'établir empiriquement l'existence, depuis le milieu des années 1980, de changements économiques et technologiques liant accélération de la mondialisation et accélération du temps. Ce temps accéléré et mondialisé se trouve naturellement articulé à son tour à l'apparition de nouvelles légitimités spatio-temporelles (“ ce qui compte désormais, c'est le marché mondial et non plus le marché national ”) ou politiques (“ c'est la régulation par le marché qui devient décisive et non plus la régulation étatique ”).

Ces nouvelles légitimités naissent de façon plus ou moins heurtée selon les pays, selon le poids de la tradition étatique, comme le montre le débat français sur “ le tournant de la rigueur ”. Mais leur dynamique est mondiale, comme en témoigne le développement des programmes de libéralisation économique de la Banque mondiale et du FMI dans l'ensemble des pays du Sud, le déclin brutal de la vogue des nationalisations

et la montée en puissance du mouvement de privatisation économique à l'Ouest comme au Sud<sup>31</sup>.

Mais, si important et si profond soit-il, ce changement macro-social ne peut guère suffire à “ enfanter ” le temps mondial. Car, s'il parvient à faire sens à l'échelle mondiale, il demeure totalement dépourvu de charges symboliques ou affectives fortes. C'est une rupture, mais elle ne se prête ni au jeu de la chronologie, ni à celui de la métaphorisation. Il y a eu certes le “ Big Bang ” de 1986 sur la place de Londres, qui signala au monde l'importance désormais occupée par les marchés financiers<sup>32</sup>. Mais parler à propos de cet événement d'un événement fondateur au sens que Steiner donne à ce mot serait probablement très exagéré<sup>33</sup>. Fondamentalement, ce grand mouvement vers le marché ne parvient pas à être mis en résonance ou en cohérence avec d'autres processus sociaux ou politiques. Certes, les conséquences politiques, sociales et culturelles de la révolution du marché, du tournant libéral, sont et seront à long terme considérables. Mais aucune n'est directement ou immédiatement lisible ou identifiable. C'est pourquoi l'accélération de la mondialisation ne se confond pas avec le temps mondial.

Or, c'est là qu'intervient la fin de la guerre froide, non seulement comme événement géopolitique majeur, mais comme rupture symbolique, comme un moment historique réunissant les trois *exigences minimales* posées par Prigogine à toute grande évolution : l'*événement*, l'*irréversibilité* et la *cohérence*<sup>34</sup>. La fin de la guerre froide va ainsi jouer un double rôle, une double fonction : celle d'enchaîner une rupture géopolitique fondée en gros sur l'échec politique du totalitarisme à une rupture socio-économique antérieure, fondée sur la prééminence du marché sur la régulation étatique. Ainsi, ce que l'on avait observé dans le champ économique et social se trouve idéologiquement et politiquement relayé par une césure géopolitique majeure. L'effondrement de l'URSS peut se lire simultanément et conjointement comme le résultat des “ pressions inexorables ” du marché et de la puissance du message démocratique. Non seulement le temps mondial peut se lire, mais il peut se dire. Pour parler comme Schopenhauer, on dira que le temps mondial se présente alors non seulement comme représentation des temps nouveaux, mais également comme volonté et donc sens pour ces temps nouveaux<sup>35</sup>. Le linguiste Benveniste nous dit que, pour qu'un présent se manifeste, il a besoin d'une

coïncidence entre un événement et un discours qui l'énonce<sup>36</sup>. La fin de la guerre froide apporte à la mondialisation un discours que, sans elle, elle n'aurait pas eu. C'est à la fois une évidence qui vient étayer des croyances, mais également une mise en scène. Ainsi " coagulés ", ces deux moments (l'accélération de la mondialisation et la fin de la guerre froide) fondent le temps mondial, un temps qui, à l'échelle de la planète, permet d'accréditer simultanément : que l'ordre du monde change (notion d'événement) ; que le changement induit par cet événement permet de distinguer l'avant de l'après (Après la chute du Mur, Après la guerre du Golfe, comme on disait " après la prise de la Bastille " ou " au lendemain de la guerre ") en donnant au changement le sens de rupture sans retour en arrière possible (notion d'irréversibilité) ; enfin que, si tant d'événements s'accroissent et se multiplient, ce n'est pas " par hasard " mais bien parce que la force du marché et l'aspiration à la démocratie se conjuguent " nécessairement " (notion de cohérence). Cette notion de cohérence est fondamentale car elle permet de trouver une interprétation globale aux événements, de les " mettre en résonance ", de lier " démocratie " à " marché " dans la mesure où c'est bien la double absence de démocratie et de marché qui explique la faillite soviétique. Les événements du monde trouvent ainsi - tout au moins en apparence - une explication à leur enchaînement. L'événementiel devient événement. Le temps du récit s'inscrit dans le temps du monde, comme le dit Paul Ricœur<sup>37</sup>.

Cette mise en cohérence a, en termes de représentation, une autre conséquence : elle permet de se situer dans une problématique nouvelle où chacun, comme dirait Benveniste, " se trouve désormais persuadé que l'événement est si important qu'il est censé donner aux choses un cours nouveau " <sup>38</sup>. Elle accrédite le sentiment de vivre des temps nouveaux, où l'enchaînement des événements importe désormais beaucoup plus que leur causalité. Autrement dit, la question de savoir qui, de la mondialisation, du changement technologique ou de la fin de la guerre froide, est la cause de ces temps nouveaux, devient totalement accessoire par rapport au sentiment de vivre une ère nouvelle, à laquelle les stratèges, les juristes, les philosophes ou les marchands se trouvent confrontés et face à laquelle ils ont le sentiment de devoir se prononcer ou agir. Le temps mondial naît ainsi comme imaginaire quand s'opère un tissage entre l'espace, le temps et la causalité. Le changement se vit partout de manière intense au point que la ques-

tion " pourquoi le monde change-t-il ? " devient secondaire par rapport au " comment faire pour vivre dans ces temps nouveaux ? ". C'est une illustration de ce que remarque Schopenhauer quand, après avoir reconnu à la suite de Kant que l'espace et le temps étaient les formes *a priori* de notre sensibilité, il dit en substance que la représentation naît quand espace, temps et causalité ne parviennent plus à se distinguer<sup>39</sup>. Le temps mondial joue ainsi le rôle d'un calendrier mondial (on parle d'ailleurs de plus en plus d'agenda mondial) qui réunit bien les trois traits communs du calendrier que donne Paul Ricœur dans son œuvre<sup>40</sup> : un événement ouvrant une ère nouvelle (" le monde a changé ") ; un point de référence à partir duquel on peut clairement identifier l'avant de l'après (l'après guerre froide par exemple) ; un " repère d'unité de mesure " (immédiateté, instantanéité, urgence).

## Les dynamiques du temps mondial

Nous avons jusque-là tenté d'accréditer l'idée d'une *césure temporelle* susceptible d'annoncer l'émergence d'un temps mondial. Mais une fois cette césure superficiellement identifiée, il lui faut confirmer en quelque sorte son statut, tenir ses promesses de nouveau point de départ. Pour cela, il lui faut présenter trois qualités essentielles que nous posons au départ en nous inspirant de la catégorisation de Prigogine : celle d'événement, celle de moment irréversible, celle enfin de temporalité proposant de nouvelles cohérences pour le monde.

### *Temps mondial et événement*

Qu'est-ce qu'un événement ? C'est une séquence temporelle capable d'introduire une différence qualitative entre l'*avant* et l'*après* et qui, selon l'expression de Jean-Noël Ferrié\*, contraint les sociétés à la novation. On parle communément de l'après-guerre froide, comme on parlait de l'après-guerre ou, avant cela, de l'entre-deux-guerres. Or, pour que cet *après* acquière une valeur et pas seulement une signification pu-

rement chronologique, les différents acteurs sociaux, politiques ou culturels vont naturellement chercher à se l'approprier, à l'interpréter, à lui donner une portée pour l'avenir. Le premier après-guerre fut par exemple considéré comme le point de départ de la modernité. On dit d'ailleurs communément que le XX<sup>ème</sup> siècle commença réellement avec la fin de la guerre 1914-1918.

L'après-guerre (la seconde) fut aussi chargée de valeurs sociales et politiques fortes autour d'une meilleure reconnaissance des droits politiques et sociaux des femmes, des classes moyennes (naissance de la protection sociale moderne) et des peuples sous domination coloniale.

L'après-guerre froide ne se prête pas à une définition univoque pour au moins deux raisons. D'une part, parce que, comme nous le disions au début de ce propos, la seule fin de la guerre froide ne suffit pas à fonder le temps mondial. D'autre part, parce que l'après-guerre froide a ceci de particulier de s'être achevée sans guerre, c'est-à-dire sans confrontation militaire majeure entre les puissances dominantes du système mondial. Or ce "simple fait" est déjà un événement car il est historiquement inédit. Simplement, au lieu de donner lieu à une interprétation, il fera l'objet d'interprétations multiples et contradictoires. Nous y reviendrons. Ce qu'il faut dire ici avec force, c'est que d'emblée le temps mondial dégage une dispersion de sens.

Pourquoi alors parler de césure, de rupture ou d'événement ? La réponse à cette question essentielle est, je crois, donnée par ceux qui, comme Stengers, ont réfléchi - dans le champ des sciences - à la définition même d'un événement :

" La mesure [d'un événement] fait l'objet d'interprétations multiples, mais elle peut aussi bien être donnée par la multiplicité même de ces interprétations : *tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, se réfèrent à lui inventent une manière de se servir de lui pour construire leur propre position* [c'est nous qui soulignons]. En d'autres termes, toute lecture qui dénonce et dit le faux-semblant situe encore celui qui la propose en tant qu'héritier, en tant qu'appartenant au futur que l'événement a contribué à créer, et aucune ne peut prétendre en elle-même "prouver" qu'il ne s'est en fait rien passé de particulier(...). Dans la mesure où l'événement n'a pas eu lui-même le pou-

voir de dicter la manière dont il devra être narré, ni les conséquences qui pourront s'autoriser de lui, il n'a pas le pouvoir de sélectionner parmi ses narrateurs. Figurent parmi eux aussi bien ceux qui tenteront d'augmenter sa portée et les droits qu'il autorise, que ceux qui visent à les minimiser "41.

Cette définition est méthodologiquement importante car elle aide à formaliser le fait qu'unité et multiplicité, unification et fragmentation doivent être pensés non comme le produit aberrant d'une ère déconcertante, mais comme le point de départ commun de nouvelles dispersions. Elle aide également à comprendre que la multiplicité des interprétations du changement n'abolit nullement l'importance de ce changement.

Traduite en termes macro-sociaux ou géopolitiques, cette définition peut se lire ainsi : le fait que les libéraux occidentaux ou les islamistes, par exemple, développent deux mesures radicalement différentes du monde n'exclut aucunement l'adhésion de ces deux mouvements à l'idée selon laquelle il existerait une nouvelle donne mondiale favorable à leurs intérêts ou à leurs projets. Les premiers parce que la chute du communisme et la mondialisation économique donnent des chances inédites au triomphe de la démocratie de marché. Les seconds parce que la faillite de l'étatisme et du nationalisme politique a pour mérite de clarifier prodigieusement le sens de leur combat dans la mesure où les régimes qu'ils combattent se trouvent privés de deux ressources stratégiques : le jeu de bascule entre l'Est et l'Ouest et la justification d'un protectionnisme économique au nom d'un certain nationalisme. Le temps mondial déleste l'islamisme des conflits qu'il juge secondaires (marché ou étatisme) tout en l'armant de trois atouts qu'il juge cruciaux à sa propagation : l'unification idéologique de l'Occident, la délégitimation de l'Etat par le biais de la légitimation du marché, la mondialisation des communications comme support à la transmission rapide de ses messages (cassettes de Khomeyni, fax du GIA). Dans la mesure où, sauf en Iran, il ne s'identifie pas à un pouvoir d'Etat, l'islamisme s'intègre bien dans une dynamique mondiale de la "relocalisation de l'autorité" vers les sociétés. Gilles Kepel et Olivier Roy ont été parmi les premiers à souligner dans leurs travaux respectifs l'intégration par les islamistes des vecteurs de la "modernité-mondialisation". Le

temps mondial joue à l'échelle internationale le rôle d'une nouvelle " structure des opportunités politiques ", comme le souligne très bien Mounia Bennani\*, qui reprend ce concept défini par Tarrow pour analyser la perméabilité du Maroc au temps mondial.

Analysée en termes de causalité, la relation entre fin de la guerre froide et montée de l'islamisme ou entre mondialisation et islamisme serait fautive ou réductrice. Approchée en termes d'enchaînements, elle devient centrale dans la perception du temps mondial.

Un auteur comme Rosenau ne parle pas de temps mondial pour évoquer la somme des dynamiques économiques, technologiques, sociales, politiques et psychologiques qui s'accroissent depuis la fin des années 1980. Il parle plutôt de globalisation avec tous les risques que comporte l'usage d'un terme aussi générique pour désigner des processus qualitativement différents et au fond très mal armés pour " prendre en charge " les questions de sens ou de valeur. Malgré tout, on constatera qu'il s'accorde à la problématique du temps mondial sur une définition essentielle : l'accélération d'événements qui s'enchaînent au plan global à partir d'une césure chronologique relativement bien identifiable<sup>42</sup>.

### *Temps mondial et irréversibilité*

La question de l'irréversibilité est intimement liée à celle de l'événement. En effet, si la valeur d'un événement réside dans sa capacité à distinguer l'avant de l'après, cette distinction ne s'impose que si elle parvient à s'inscrire dans le temps, dans la durée. Or, très souvent, les changements les plus spectaculaires finissent au fil du temps par être relativisés (" finalement, rien n'a changé "), soit parce que le changement aura été pleinement intériorisé, soit parce que les acteurs sociaux ou politiques censés pâtir de la nouvelle donne se montrent capables de s'adapter à elle (syndrome de Lampedusa). A ce propos, Louis Dumont développe une analyse sur la circulation mondiale des idées-valeurs nouvelles intéressante et très clairement transposable au contexte que nous étudions ici. Dans un premier temps, dit en substance Dumont, l'attraction de la nouveauté et du changement est telle que son pouvoir paraît irrésistible. Ainsi a-t-on pu avoir le sentiment que la chute du Mur de Berlin, suivie par celle de Ceaucescu, généraliserait la contes-

tation des régimes autoritaires à travers le monde et notamment en Afrique<sup>43</sup>. Mais, une fois l'effet de la nouveauté consommé, s'opère une sorte de " remontée locale " qui va, selon les situations, contenir la " vague du changement " ou la détourner, voire la vider de son sens. L'exemple le plus fréquent de ce genre de bifurcations - sur lesquelles nous reviendrons - étant l'organisation rapide d'élections pluralistes par les tenants du pouvoir en place dont la promptitude à répondre aux " nouvelles pressions " n'a d'égale que leur capacité à contrôler et à encadrer ces nouvelles demandes démocratiques. On pourrait ajouter l'existence de médias puissants dont la capacité à " créer l'événement " se double d'une capacité équivalente à les banaliser en les démultipliant ou à les " instantanéiser " par le recours à l'émotion, comme le souligne Daniel Dayan<sup>44</sup>.

Cela dit, le débat sur l'irréversibilité d'un événement est étroitement lié au sens qu'on lui confère. Si l'on soumet l'hypothèse du temps mondial au test de l'irréversibilité, on pourra faire deux observations complémentaires et congruentes.

La première est que les causes de l'échec du communisme ont fait l'objet d'un consensus planétaire exceptionnel. La fin de la guerre froide n'a pas dégagé une nouvelle vérité. Elle a dégagé une vérité négative universelle, fondée sur l'inefficacité d'une régulation autoritaire de la société ou du marché. Le fait que le communisme soit devenu un " astre mort ", c'est-à-dire une idéologie sans héritiers, pour reprendre l'expression de Furet<sup>45</sup>, est, en termes d'irréversibilité, un facteur fondamental. L'échec du communisme est d'ailleurs le seul sens incontesté de la fin de la guerre froide.

Pourtant, si le caractère incontesté de l'échec du communisme est de nature à accréder l'idée d'une rupture irréversible, il ne permet pas d'aller plus loin, car la valeur d'une *vérité négative* (l'économie de commande et le parti unique ont échoué) ne la transforme pas *ipso facto* en *vérité positive* (la démocratie et le marché constituent l'horizon indépassable des sociétés humaines). Autrement dit, l'irréversibilité de la fin du communisme ne nous renseigne pas sur le sens du nouveau moment fondateur. Dans l'immédiat après-guerre froide, la pensée occidentale a globalement cherché à interpréter cette irréversibilité en termes téléologiques. La fin de la guerre froide pouvait être interprétée en termes de consécration (après l'intermède communiste) de l'esprit des Lumières dès lors qu'elle s'identifiait aux trois topoï

des Lumières tels que les présente Koselleck :

- la chute du Mur introduit une donne radicalement nouvelle (c'est l'idée des temps nouveaux) ;
- l'ère qui s'ouvre peut se penser comme qualitativement supérieure à la précédente (" l'Histoire a un sens ") ;
- la chute du communisme a mis en évidence la capacité des sociétés à mettre à bas les systèmes politiques les plus fermes ou les plus répressifs (" ce sont les peuples qui font l'Histoire ")<sup>46</sup>.

Ce que l'on a constaté depuis lors, c'est qu'en termes de valeurs, l'irréversibilité du changement était beaucoup plus ambiguë. Philosophiquement d'abord, dans la mesure où le changement le plus sensible intervenu ces dernières années tient précisément à l'épuisement de toute démarche téléologico-politique. Politiquement ensuite, parce que, si la fin de la guerre froide et la mondialisation introduisaient bien une irréversibilité des situations antérieures (sous forme d'un retour à la bipolarité dans le cadre des Etats-nations), elles n'excluaient pas des " régressions politiques ". C'est là que l'on voit d'ailleurs qu'il est impossible de dissocier l'irréversibilité d'un processus ou d'un phénomène de l'interprétation qu'on lui donne pour l'avenir. Si les changements survenus en Europe nous paraissent moins irréversibles aujourd'hui qu'il y a trois ou quatre ans, c'est aussi parce que beaucoup d'évolutions politiques paraissent bien moins favorables que prévu.

#### *Temps mondial et mise en cohérence*

Nous avons jusque-là testé notre hypothèse par rapport aux notions d'événement et d'irréversibilité. Il nous faut désormais la confronter à une troisième notion : celle de cohérence. Des trois notions constitutives, c'est probablement la plus centrale. En effet, à partir du moment où une nouvelle donne s'établit, les différents acteurs concernés vont chercher à capter l'événement, à convertir la *description* des faits en *prescription*, à faire du temps mondial un véritable paradigme, c'est-à-dire un événement capable non seulement de lire le monde, mais de proposer de nouvelles manières de faire et d'agir<sup>47</sup>. Car le paradigme, nous dit Stengers, " n'est pas une simple manière de voir les choses, de poser des questions ou d'interpréter des résultats. Un pa-

radigme est d'abord et avant tout d'ordre pratique. Ce qui est transmis n'est pas une vision d'un monde, mais une manière de faire, une manière non seulement de juger les phénomènes (...) mais aussi d'intervenir, de les soumettre à des mises en scène inédites "<sup>48</sup>.

Or, pour ce faire, il faut mettre en cohérence les faits constitutifs de l'événement, montrer que leur émergence ne relève pas du hasard, que leur cohérence temporelle n'est pas fortuite, que tout ce qui se passe a bien un sens. Sur la base d'un nouveau rapport de forces, on s'efforcera de convertir la vérité négative (le communisme a échoué) en vérité positive (seuls la démocratie et le marché peuvent s'ériger en horizon de sens). Dans la définition de ce nouveau paradigme, nous avons parlé du rapport de forces. Sa prise en compte est essentielle, car le regard porté sur le temps mondial est avant tout celui que porteront les " vainqueurs " sur le monde.

#### *Les mises en cohérence idéologiques : " la démocratie de marché "*

Certes, le temps mondial échappera dans sa dynamique à l'arrondissement de son sens par l'Occident. Mais on ne peut ignorer le fait que c'est lui qui se charge des principales mises en cohérence initiales, même si, comme nous le verrons, les bifurcations sont considérables. Une des principales tentatives de mise en cohérence du temps mondial a reposé sur la volonté de lier l'échec du communisme à la *nécessité* de promouvoir la démocratie, démocratie qui, à son tour, ne pourrait s'épanouir sans l'avènement du marché. Le temps mondial serait ainsi le temps de la " démocratie de marché " qui serait aussi le soubassement d'un nouvel ordre mondial universel.

Dans sa définition du paradigme, Isabelle Stengers utilise la métaphore de la géographie pour bien montrer combien, par " construction ", un nouveau paradigme - qu'il soit scientifique ou idéologique - va s'efforcer de soumettre la diversité à l'unité, les " localités " à la globalité : " Pour prendre une image géographique, le paradigme affirme l'homogénéité du paysage, mais il tait l'existence de cols et de crevasses sur les chemins qui connectent les différentes régions, et il tait, dans le récit de voyage officiel, l'aide locale sans laquelle celui qui arrive n'aurait pu bricoler-inventer un moyen de passage "<sup>49</sup>.

Or, c'est précisément sur ce mode que va implicitement se développer l'idéologie de la " démocratie de marché ". Sa force principale tient naturellement au fait que, pour la première fois depuis soixante-dix ans, l'affirmation qu'il n'existe pas d'alternative disponible ou crédible se trouve validée empiriquement. Or, la force de toute idéologie réside précisément dans sa capacité à transformer une *croyance* en *évidence*. La démocratie de marché ne serait ainsi pas une idéologie, un corpus de doctrine parmi d'autres, mais " un état du monde réputé nécessaire " (Hermet). Ce serait une sorte d'optimum politique qui aurait l'avantage, comme le dit Dunn, d'être à la fois " viable " et " attractif " <sup>50</sup>. Ce serait non seulement un idéal vers lequel les sociétés tendraient, mais également la seule combinaison socio-politique en mesure de faire en sorte que " les choses marchent ". Ainsi, la démocratie de marché résoudrait l'écart entre l'aspiration à une sorte d'élévation collective - que le socialisme a pu remplir sur le plan idéologique - et les contraintes de l'organisation quotidienne. La " démocratie de marché " serait une téléologie du quotidien qui se pratiquerait chaque jour en temps réel. La " démocratie de marché " est de ce point de vue une idéologie particulièrement adaptée au temps mondial, dans la mesure où elle intègre de façon très pertinente l'accélération du temps. L'effondrement rapide des " démocraties populaires " prouverait que l'émergence de la " démocratie de marché " ne nécessite pas la réunion de conditions préalables. Elle pourrait éclore et se propager de manière rapide et universelle parce que le contexte mondial le permet. Il en a découlé - surtout en Europe de l'Est - une intolérance sociale assez forte pour toute idée de transition.

En phase avec la logique d'immédiateté, la " démocratie de marché " apparaît également corrélée à l'accélération de la mondialisation. Le développement des médias fut, en 1990-1991, perçu comme un mode particulièrement important de transmission des nouvelles idées à travers le monde et de dévalorisation de l'espace national en tant qu'espace singulier <sup>51</sup>. Ainsi pouvait-on, ou croyait-on pouvoir coupler aisément mondialisation et universalité. Dans de telles conditions, la " démocratie de marché " serait le produit de la mondialisation et non pas la nouvelle arme de l'Occident ; le terme " produit " devant d'ailleurs ici se comprendre d'une double façon. A la fois comme résultante (c'est le produit de...) mais également comme une marque (un produit) offert sur le marché politique mondial.

### *Bifurcations, disjonctions et médiations*

Dans *la Cohérence du réel*, Ervin Lazlo écrit : " Les lois de l'évolution ne sont pas *déterministes* mais *possibilistes* ; elles ne sélectionnent pas des trajectoires évolutionnistes précises mais définissent le contexte à l'intérieur duquel des systèmes choisissent leur propre évolution " <sup>52</sup>. Le temps mondial répond parfaitement à cette définition. Il est une matrice mais non un système au sens où ses différents flux ne " font pas système ". Et toutes les mises en cohérence dont il peut faire l'objet dégagent des " bifurcations ", des disjonctions et s'intègrent à différentes médiations <sup>53</sup>.

La première disjonction repérable empiriquement dans les pratiques du temps mondial est celle qui s'opère très couramment entre la démocratie et le marché. Ces termes que les bailleurs de fonds vont essayer d'associer dans leur programme d'aide par le biais de ce que l'on appelle la " conditionnalité " sont en fait le plus souvent disjoints, car s'il n'existe pas de sociétés pluralistes qui récusent le marché, il existe un nombre sensible d'espaces géopolitiques où l'instillation d'une certaine dose de marché à travers la libéralisation des prix, les privatisations ou l'ouverture aux capitaux étrangers ne s'accompagne que d'une très médiocre progression du pluralisme politique. Le cas le plus frappant est naturellement celui de la Chine, qui est à la fois un des tout derniers régimes formellement " communistes " et qui, en même temps, se trouve être le principal bénéficiaire de l'investissement privé étranger.

Naturellement, on pourra soutenir à juste titre que l'ouverture économique crée un pluralisme social qui " débouchera " sur un pluralisme politique, même si l'instauration de celui-ci passe par une phase de dérèglement social. Mais, outre son caractère téléologique, une telle affirmation a précisément pour inconvénient majeur de laisser " en blanc " la question du sens de cette transition et du type de régulation qu'elle appelle. Ce type de remarque ne s'applique pas à la seule Chine mais à la plupart des sociétés du Sud. Le Mexique est un exemple révélateur de cette disjonction entre démocratie et marché, même si, à l'évidence, la société mexicaine est à tous égards plus pluraliste aujourd'hui qu'il y a dix ou quinze ans.

En Afrique subsaharienne ou dans l'espace musulman, la disjonction est tout aussi sensible. Elle paraît d'autant plus forte que l'injonction semblait très puissante puisque, face aux bailleurs de fonds étrangers, ce sont "logiquement" les plus démunis qui disposent de la marge de manœuvre la plus étroite<sup>54</sup>. On peut dire que la *disjonction* est à la mesure de l'*injonction*, même si le travail de disjonction s'effectue en définitive plus par les sociétés que par les Etats. Après le discours de La Baule, comme après la guerre du Golfe, on croyait que ces espaces en marge du temps mondial seraient sommés de se normaliser sous le double effet du tarissement de leurs ressources symboliques (la disparition du soviétisme en tant que ressource politique interne) et de leurs ressources économiques (le pétrole pour les Arabes, les matières premières pour les Africains). Cette relation entre injonction ("le devoir de faire du neuf", pour reprendre la problématique de J.-N. Ferrié) et disjonction ne doit cependant pas être pensée de manière rigide ou frontale. Car, entre l'injonction et la disjonction prennent place toute une série de processus et de réalités complexes qui tiennent à l'ambivalence du rapport entre "le dire et le faire", pour reprendre la fameuse expression d'Austin.

Quand un gouvernement "non démocratique" dit à ses bailleurs de fonds qu'il va "organiser des élections" ou privatiser des entreprises publiques, il est d'une certaine manière rentré dans le temps mondial ; car, comme le dit Austin, dire, c'est faire. Souvent, pour débloquer des crédits, des bailleurs de fonds se contentent de cet engagement qui, à leurs yeux, constitue un "premier pas" et, à ceux de leur interlocuteur, "l'ultime concession". Ainsi, au bailleur de fonds qui estime que "dire c'est faire" répondra le bénéficiaire qui opposera - implicitement - le "dire" (je m'engage à privatiser mon économie) au "faire" (je résiste dans les faits à cette opération en la retardant). Mais cette modalité désormais bien connue de gestion du temps mondial par la disjonction entre le dire et le faire - disjonction que Fariba Adelkhah analyse fort bien à propos de l'Iran\* - n'est qu'une modalité parmi d'autres de disjonction du temps mondial.

Comme l'attestent de nombreux pays d'Europe centrale et orientale, cette réappropriation du temps mondial ne passe pas seulement par un travail de résistance ou d'arrière-garde face à des contraintes imposées par l'extérieur. Il peut y avoir tout au contraire une stratégie

ordonnée et délibérée d'accélération du changement - et donc d'intégration formelle au temps mondial - à travers une libéralisation économique ou politique rapide, d'autant plus rapide qu'elle sera nécessairement superficielle. On est bien ici dans une dynamique de propension où l'important n'est pas de contrarier une tendance globale, mais de l'accompagner pour mieux la maîtriser<sup>55</sup>. Susan Osman parle d'un va-et-vient entre des discours dominants et des pratiques qui redéfinissent ce discours\*. Les privatisations économiques ont lieu rapidement, de manière que le jeu du marché ne soit pas réellement respecté (transparence de l'offre et de la demande) et profite ainsi aux détenteurs du pouvoir en place ou à ses affidés :

"Le cas des privatisations en Afrique noire est de ce point de vue exemplaire. Engagées dans les années quatre-vingt à l'instigation des bailleurs de fonds et dans un contexte de régression économique, elles permettent aux groupes sociaux qui ont pris le pouvoir lors de l'indépendance d'accélérer un mécanisme d'accumulation généralement enclenché dès la période coloniale et systématisé après la victoire nationaliste. L'Etat s'est ainsi vu privatisé par les factions au pouvoir, qui ont subverti les entreprises publiques à des fins d'enrichissement privé et de régulation politique. Aujourd'hui, les "privatisations" poussent cette logique à son paroxysme. Elles autorisent les détenteurs du pouvoir à accaparer, par l'intermédiaire de parents ou d'hommes de paille, les fleurons des économies nationales. A la limite, le phénomène peut revêtir la forme d'une braderie précipitée, comme au Zaïre en 1991, lorsque l'exaspération populaire à l'encontre du régime suggéra à celui-ci que tout devait vraiment disparaître avant la fermeture, que celle-ci fût définitive ou ne dût en réalité durer que le temps des travaux exigés par la restauration autoritaire.

"Cependant l'exemple de l'Afrique noire, pour être caricatural, n'est pas isolé. En Europe centrale - en particulier en Hongrie et en Pologne - les nomenklaturas communistes se sont approprié des pans entiers des économies nationales. Les apparatchiks russes ne sont pas en reste et - scandale parmi beaucoup d'autres - M. Tchoubais, président du Comité sur la propriété de l'Etat, pouvait dénoncer dans la tentative d'achat

de plusieurs entreprises militaires par la société-écran Cola, en mars 1992, "un cas typique de privatisation par la *no menklatura*" : Cola agissait pour le compte d'une quinzaine de hauts fonctionnaires du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique<sup>56</sup>.

Cette réalité a été en quelque sorte formalisée par Przeworski, pour qui les formes de propriété sont moins importantes que les mécanismes d'allocation de ressources<sup>57</sup>.

Une autre forme de disjonction courante est celle qui consiste à choisir dans le "faire" les éléments les plus favorables à la pérennisation du *statu quo*. Si l'on considère par exemple que l'introduction des règles du marché repose sur le triangle libéralisation des prix / privatisation économique / établissement de règles de droit régissant la concurrence entre agents économiques, on constatera généralement que c'est la troisième condition qui est la plus imparfaitement établie. Cette faible codification juridique ne saurait pour autant être interprétée comme un signe de "faible maturité" ou de sous-développement institutionnel. On sait désormais, grâce aux travaux récents sur la diaspora chinoise, que les relations de "confiance" fondées sur le clan, le dialecte ou la région expliquent pour beaucoup la dynamique de ses investissements<sup>58</sup>. Si, symétriquement, on définit la démocratie par rapport au triangle magique d'Hassner (pluralisme / Etat de droit / respect des droits de l'homme), on constatera que la tenue d'élections "plus ou moins libres" est généralement la modalité la plus répandue de "passage à la démocratie", car c'est paradoxalement la modalité de pérennisation du pouvoir en place en l'absence d'Etat de droit ou du respect des droits de l'homme<sup>59</sup>. Les dernières élections présidentielles algériennes l'illustrent de manière presque caricaturale. Parlant de l'Asie du Sud-Est, Bruce Koppel insiste sur la disjonction entre la libéralisation politique, qui progresse à travers certaines réformes (élections, fonction publique, presse, etc.), et la capacité d'influence de la population sur le système politique qui, elle, ne change pas fondamentalement<sup>60</sup>. Il n'y a d'ailleurs que très peu d'espaces géopolitiques ayant échappé à la prescription formelle de la "démocratie de marché" depuis 1989, mais il n'y a simultanément que très peu d'exemples où ces deux processus aient progressé de manière décisive.

Dans l'analyse de ces disjonctions, nous nous sommes situés jusqu'à présent dans une relation hiérarchisée entre les producteurs (le Nord) et les consommateurs (le Sud et l'Est). Mais la limitation du temps mondial à ce processus n'est pas tenable, car l'Occident est loin d'être le propriétaire exclusif du temps mondial. Certes, le sens de la circulation du flux du temps mondial n'est pas indifférent aux rapports de force économiques, financiers ou culturels. Les telenovelas brésiliennes ou mexicaines ont beau être prisées en Russie et en Afrique, leur puissance reste incomparablement plus faible que celle véhiculée par CNN ou par Robert Murdoch. Il n'en demeure pas moins que l'Occident est amené de plus en plus à procéder à des disjonctions dont la plus significative est peut-être celle qui s'opère entre mondialisation de ses valeurs et territorialisation de sa richesse. En effet, la force du temps mondial est de créer un imaginaire de la circulation et de la diffusion mondiales des images et des flux. A travers le développement satellitaire des images, la prolifération des fax et le développement de la micro-informatique, s'est développée une proximité planétaire qui fait que les sociétés du Sud ont acquis de la richesse du Nord une connaissance intime.

Simultanément, les sociétés, comme les acteurs politiques du Sud participent de plus en plus à la construction de cet espace mondial de l'information, au point d'ailleurs que l'on a vu récemment certaines municipalités françaises interdire l'usage des paraboles sur le territoire de leurs communes, de crainte que des communautés d'origine arabe se trouvent "sensibilisées" par des messages islamistes. La parabole est aussi vue comme un instrument de communication susceptible de contrarier l'intégration des populations d'origine étrangère dans la société française. La télévision deviendrait ainsi une source de délocalisation identitaire.

Cet exemple illustre à lui seul non seulement l'importance prise par ces supports de la mondialisation dans le débat public, mais l'impossibilité de penser la mondialisation sur le simple mode de la domination culturelle du Nord sur le Sud. Ainsi, au prix d'un retournement inattendu, la parabole, qui symbolise le plus l'intégration à une communication mondiale, pourrait devenir le signe extérieur d'appartenance au "monde de l'immigration" : foyer parabolisé = foyer immigré. Hamid Naficy\* insiste sur le rôle joué par la vidéo dans la constitution d'une communauté irano-américaine "virtuelle" - car unie par l'image.

### *Les médiations géo-politiques du temps mondial*

Parce que le temps mondial est un imaginaire, il a besoin, pour se développer et se convertir en pratique sociale (Appadurai), de se fixer, de se territorialiser pour prendre une forme ou une signification concrètes. Le temps mondial n'existe donc qu'à travers des médiations culturelles, religieuses, politiques ou territoriales.

Retenons, parmi les multiples médiations du temps mondial, la médiation territoriale ou plus précisément régionale. Dans une société mondiale où les Etats-nations existent toujours, le temps mondial transite généralement par un espace régional de sens auquel les sociétés s'identifient plus ou moins explicitement : l'Europe pour les Français, le Maghreb ou le monde musulman pour le Maroc, l'Asie pour le Japon ou la Chine, etc. C'est donc très souvent par rapport à "l'étranger proche" que le regard sur le temps mondial va d'abord se porter, puis s'ajuster. Appadurai note à ce propos que, pour les populations de l'Irian, l'indonésisation pose plus problème que l'américanisation, au même titre d'ailleurs que la nipponisation pour les Coréens, l'indianisation pour les Srilankais, la vietnamisation pour les Cambodgiens, la russianisation pour les Arméniens ou les pays baltes<sup>61</sup>. On pourra naturellement étendre ce raisonnement à d'autres espaces en disant que le projet européen se lit fondamentalement en France à travers le "prisme allemand". On peut également ajouter que l'un des enjeux de la "construction européenne" face aux citoyens réside dans la capacité des Européens à faire de l'Europe une médiation entre eux et la mondialisation, alors qu'à l'heure actuelle, la défiance à l'égard de l'Europe s'explique par le fait que l'Europe est vue comme l'accélérateur de la mondialisation et non comme son médiateur<sup>62</sup>.

Deux recherches menées dans le cadre de ce projet illustrent le rôle de ces médiations dans la perception et la construction locale du temps mondial : celle sur l'Inde et celle sur le Maroc.

Dans le cas indien, Christophe Jaffrelot\* souligne que, sur le plan idéologique et religieux, la perception indienne du temps mondial se construit beaucoup à travers la perception que les Indiens se font des évolutions dans le monde musulman, et cela en raison de la présence en Inde d'une minorité musulmane forte et non assimilée à la société hindoue. A

deux moments historiques, cette médiation musulmane a joué un rôle important : dans les années 1920, quand la perspective d'abolition du Califat en Turquie conduisit à des émeutes musulmanes contre les Hindous, faute de pouvoir s'attaquer directement aux Britanniques. Dans les années 1980, l'effet de la révolution iranienne et de l'augmentation des ressources pétrolières du Golfe développe un mouvement d'attrait vers le monde musulman qui touche non seulement les musulmans mais également des intouchables qui parlent de se convertir à l'islam. Il s'ensuit, comme dans les années 1920, de nouvelles émeutes qui soulignent l'extrême sensibilité de la société indienne aux flux du temps islamique, société qui par ailleurs a réussi à filtrer soigneusement la pénétration des grandes idéologies sociales du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècle.

Dans le cas du Maroc, c'est le prisme algérien qui structure pour une bonne part le regard porté sur le temps mondial. Dans un premier temps, l'ouverture politique en Algérie non seulement paraît révélatrice des changements dans le monde, mais, de surcroît, joue le rôle d'un adjuvant politique susceptible de faire évoluer la situation au Maroc. Les émeutes d'Alger de 1988 sont de ce point de vue bien plus décisives que la chute du Mur de Berlin un an plus tard, même si la simultanéité des processus joue un rôle décisif dans la représentation du temps mondial. Mais, très vite, le temps mondial révèle sa volatilité en raison même de l'évolution de la situation algérienne. Le passage rapide de l'ouverture à l'interruption du processus électoral en 1992 et le début de la guerre civile transforment la "ressource algérienne" en contrainte aussi bien pour les partisans de l'ouverture que pour les islamistes. Le changement est ainsi rapidement assimilé au désordre et à l'idée de démembrement national, idée qui trouve son prolongement naturel dans les images historiques de la *fitna* et du *siba*. Ceci étant, les flux du temps mondial sont en perpétuelle renégociation. Et il suffirait que la situation algérienne se stabilise, même partiellement, grâce notamment au jeu électoral concurrentiel, pour que la médiation algérienne prenne un sens nouveau pour le Maroc ou la Tunisie.

Par capillarité, la contrainte algérienne affecte les bailleurs de fonds du Maroc, qui vont renoncer à toute idée de "conditionnalité politique" pour pousser le Maroc sur la voie du changement politique. Du coup, il n'y a non seulement plus de pression extérieure pour ouvrir le jeu politique marocain, mais peu d'incitations à en rectifier les inquiétants

déséquilibres économiques : fonction publique pléthorique, compétitivité internationale médiocre, protection trop forte, chômage massif, inégalités sociales croissantes<sup>63</sup>.

On n'a voulu dans ce texte d'introduction qu'esquisser une réflexion sur les transformations du système mondial en jouant sur les analogies, les coïncidences et les simultanités, ainsi que sur les enchaînements qui s'opèrent dans différents champs sociaux ou espaces géopolitiques à un moment donné. En "réhabilitant" le temps, cette esquisse peut espérer participer à l'éclaircissement du sens de ces changements globaux, tant est indissociable la réflexion sur le sens et la réflexion sur le temps.

## NOTES

<sup>1</sup> Guy Hermet, *Les désenchantements de la liberté*, Paris, Fayard, 1993, pp. 203 et suivantes.

<sup>2</sup> Il est communément admis que la chute du Mur de Berlin et le risque d'intrusion de l'Europe qu'il induirait a conduit le Mexique à jouer de manière décisive la carte de l'ALENA. Sarah Kerr, "The confidence men", *New York Review of Books*, 10 août 1995, p. 37.

<sup>3</sup> Manuel Antonio Garretón, "Amérique latine : la démocratie entre deux époques". *La Pensée politique*, Paris, Gallimard - Le Seuil, 1993, p. 136. Voir, sur le rapport entre temps mondial et démocratie, l'état des travaux de Javier Santiso, "A la recherche des temporalités de la démocratisation", *Revue française de science politique*, décembre 1994, pp. 1079-1085.

<sup>4</sup> Voir, à propos du cas italien, l'analyse pénétrante de Patrick Mac Carthy, *L'Italie dans la tourmente*, Paris, Presses de Sciences Po, 1995.

<sup>5</sup> Mike Featherstone, (ed.), *Global Culture. Nationalism, Globalization and Modernity*, Londres, Sage, 1990, p. 17. On trouvera dans les travaux de Didier Bigo et, de manière plus générale, dans *Cultures et Conflits*, une très bonne formalisation de cette problématique.

<sup>6</sup> Karl Jaspers, *Origines et sens de l'histoire*, Paris, Plon, 1954. Même si Edgar Morin n'utilise pas la notion d'enchaînements, toute sa réflexion sur la complexité est imprégnée de cette idée. Nul besoin d'insister, donc, sur l'ampleur de son apport à toutes les réflexions "globalisantes". Pour une synthèse de ses travaux, voir Edgar Morin, *La Complexité humaine*, Flammarion, 1994.

<sup>7</sup> Louis Dumont, *L'idéologie allemande. France-Allemagne et retour*, Paris, Gallimard, pp. 44-45.

<sup>8</sup> Ronald Robertson, "Globalization as a problem" in Ronald Robertson (ed.), *Globalization*, Londres, Sage, 1992, p. 1.

<sup>9</sup> Anthony Giddens, *Les Conséquences de la modernité*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 70.

<sup>10</sup> C'est tout l'enjeu de ce que l'on appelle la "glocalization". Voir Rosabeth Moss Kanter, *World Class*, Simon & Schuster, 1995 ; Paul Krugman, "Integration, specialisation and adjustment", Londres, *CEPR Discussion paper* n° 886, 1993 et David Levy, "International production and sourcing : trends and issues", *Science, Technology, Industry Review*, 13, 1993, pp. 13-59. Sur l'articulation du global et du local des investissements étrangers, voir *World Investment Report 1994, Transnational Corporations, Employment and the Workplace*, New York, UNCTAD, 1994, p. 146 et suivantes. Enfin, sur la résistance de la proximité géographique dans les relations commerciales internationales, voir Helen Milner, "Commerce mondial : une nouvelle logique des blocs", in Zaki Laïdi (dir.), *L'ordre mondial relâché : sens et puissance après la guerre froide*, Paris, Presses de la FNSP, 1993, pp. 131-153.

<sup>11</sup> Ilya Prigogine et Isabelle Stengers, *Entre le temps et l'éternité*, Paris, Flammarion, 1992, p. 47.

<sup>12</sup> Banque des Règlements internationaux, *Rapport annuel*, Bâle, 1990, p. 68. Cet exercice de quantification me paraît essentiel car il a pour but de répondre à certaines critiques fort légitimes. George Modelski, par exemple, reconnaît la centralité du concept de temps mondial dans les relations internationales en France ("The concept of world time plays a central role in French perspectives on international relations"), mais déplore le faible recours aux données quantifiées. Voir "French Thoughts on World Time", *Mershon International Studies Review* 38, 1994, pp. 247-252. Sur le "retour" de la temporalité dans les relations internationales, on lira avec profit Pierre Grosser, *Les Temps de la guerre froide*, Bruxelles, Complexe, 1995.

<sup>13</sup> *Ibid.*, pp. 90-92.

<sup>14</sup> Richard O'Brien, *The end of geography : global financial integration*, Londres, Piner, RIIA, 1992, p. 7.

<sup>15</sup> Group of Ten, *International Capital Movements and Foreign Exchange Markets*, s.l., avril 1993, p. 15. Lire également l'indispensable étude sur les marchés financiers de *The Economist*, supplément du 7 octobre 1995.

<sup>16</sup> Voir Nations Unies, *L'industrie des télécommunications. Croissance et évolution structurelle*, New York, 1987 et *Financial Times*, 17 août 1993.

<sup>17</sup> George Stalk et Thomas Hout, *Vaincre le temps*, Paris, Dunod, 1992.

<sup>18</sup> *Ibid.*, chapitre IV.

<sup>19</sup> Voir les remarques très pertinentes de Paul Virilio sur le temps mondial in *L'Empire des techniques*, Paris, Point-Seuil, 1994, p. 207 et suivantes, ainsi que dans son dernier ouvrage *La Vitesse de libération*, Paris, Galilée, 1995.

<sup>20</sup> Pierre Hassner, "Les révolutions ne sont plus ce qu'elles étaient" in Jacques Semelin, *Quand les dictatures se fissurent*, Paris, Desclée de Brouwer, 1995, p. 245.

<sup>21</sup> Benjamin Schwartz, "The age of transcendence", *Daedalus*, printemps 1975, p. 1.

<sup>22</sup> *Ibid.*, p. 3.

<sup>23</sup> Wolfram Eberhard, *Conquerors and Rulers. Social Forces in Medieval China*, Leyde, E.J. Brill, 1970.

<sup>24</sup> Voir Stephen Kern, *The Culture of Time and Space. 1880-1918*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1983.

<sup>25</sup> Anthony Giddens, *Les Conséquences de la modernité*, *op. cit.*, p. 27.

<sup>26</sup> Stephen Kern, *The Culture of Time and Space*, *op. cit.*, p. 23.

<sup>27</sup> *Ibid.*, p. 24.

<sup>28</sup> David Harvey, *The Condition of Post-Modernity. An Enquiry into the Origins of Cultural Change*, Londres, Basil Blackwell, 1989, p. 294.

<sup>29</sup> *Ibid.*, p. 31.

<sup>30</sup> Helga Nowotny, *Le Temps à soi*, Paris, Ed. de la M.S.H., 1992, p. 22. Voir également, sur les conséquences sociales de la vitesse, Christophe Studeny, *L'Invention de la vitesse. France, XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Gallimard, 1995.

<sup>31</sup> Vincent Cable, "The diminished Nation-state : a study in loss of economic power", *Daedalus*, printemps 1995, pp. 23 et suivantes.

- 32 Richard O'Brien, *The End of Geography*, *op. cit.*, p. 19.
- 33 George Steiner, *Le Château de Barbe-Bleue. Notes pour une redéfinition de la culture*, Paris, Gallimard, 1973. Il montre que la Révolution française a non seulement contribué à accélérer le rythme de l'histoire, mais à bouleverser le rapport des individus au temps, à l'histoire et au politique. Sur la relation entre temps et politique, voir l'ouvrage essentiel de Krzysztof Pomian, *L'Ordre du temps*, Gallimard, 1984.
- 34 Ilya Prigogine et Isabelle Stengers, *Entre temps et éternité*, *op. cit.*, p. 47.
- 35 Marie-Josée Perrin, *Schopenhauer, le déchiffrement de l'énigme du monde*, Paris, Bordas, 1992.
- 36 Eugène Benveniste, " Le langage et l'expérience humaine " in *Problèmes du langage*, Paris, Gallimard, 1966, cité in Paul Ricœur, *Temps et Récit. Le temps raconté*, Paris, Le Seuil, 1985, t. 3, p. 197.
- 37 *Ibid.*
- 38 *Ibid.*
- 39 Marie-Josée Perrin, *Schopenhauer...*, *op. cit.*, p. 20.
- 40 Paul Ricœur, *Temps et Récit*, *op. cit.*, p. 194.
- 41 Isabelle Stengers, *L'Invention des sciences modernes*, Paris, Flammarion, 1995, p. 81.
- 42 James Rosenau, " The processes of globalization ", Papier présenté au 60<sup>ème</sup> Congrès de l'Association canadienne française pour l'avancement des sciences. Montréal, 13 mars 1992, multigr. p. 11.
- 43 Louis Dumont, *op. cit.*
- 44 Daniel Dayan, " Télévision d'intervention et spectacle politique. Agir par le rituel ", *Hermès* 15 (à paraître).
- 45 François Furet, *Le Passé d'une illusion*, Paris, Calmann-Levy - Robert Laffont, 1995.

- 46 Reinhardt Koselleck, *Le Futur-Passé. Contribution à la sémantique des temps historiques*, Paris, EHESS, 1990, pp. 320-321.
- 47 Isabelle Stengers, *L'invention des sciences modernes*, *op. cit.*, p. 60.
- 48 *Ibid.* Voir également, sur la notion de paradigme, le grand classique de Thomas Kuhn, *la structure des révolutions scientifiques*, Flammarion, 1983.
- 49 *Ibid.*, p. 136.
- 50 John Dunn, " Démocratie : l'état des lieux ", *La Pensée politique*, *op. cit.*, p. 82.
- 51 Sur la réalité et les limites de ce processus, voir Jacques Semelin (dir.), *Quand les dictatures se fissurent. Résistances civiles à l'Est et au Sud*, Paris, Desclée de Brouwer, 1995.
- 52 Ervin Lazlo, *La Cohérence du réel. Evolution cœur du savoir*, Paris, Gauthier-Villars, 1989, p. 70.
- 53 Le concept de disjonction est utilisé par Arjun Appadurai dans " Disjuncture and difference in the global cultural economy ", in Mike Featherstone (ed.), *Global Culture*, Londres, Sage, 1991, pp. 295 et suivantes. Appadurai distingue cinq " flux " qu'il appelle " *scapes* " (ethnique, technique, finances, médias et idéologique) et qui, à ses yeux, ne font pas système, p. 301. Bien que ne s'intéressant pas à la société internationale, Boltanski et Thévenot parlent des " cités " - comprises au sens de régime d'action donnant une cohérence suffisante à un ordre de transactions humaines - pour analyser le système social. Les cités évoquées sont au nombre de six : cité marchande, cité domestique, cité civique, cité industrielle, cité inspirée et cité de l'opinion. Voir *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard, 1991.
- 54 Sur une démythologisation de la conditionnalité et de ses effets sur les bénéficiaires de l'aide, voir Zaki Laïdi, *Enquête sur la Banque mondiale*, Paris, Fayard, 1989, pp. 175 et suiv. ; Jean Coussy, " Les ruses de l'Etat minimum " in Jean-François Bayart (dir.), *La Réinvention du capitalisme*, Paris, Karthala, 1994, pp. 227-249 et Marie-Claude Smouts, *Les Organisations internationales*, Paris, Armand Colin, 1995, pp. 163-164.

<sup>55</sup> Cette problématique de la propension opposée à celle de la causalité a été développée par Karl Popper dans *Un univers de propension*, Paris, L'Eclat, 1992. Voir également l'usage que fait de ce concept François Jullien dans le cas chinois, *La Propension des choses. Pour une histoire de l'efficacité en Chine*, Paris, Seuil, 1992.

<sup>56</sup> Jean-François Bayart (dir.), *La Réinvention du capitalisme*, *op. cit.*, p. 31.

<sup>57</sup> Adam Przeworski, *Democracy and the Market*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991.

<sup>58</sup> Voir sur ce point le remarquable rapport australien *Overseas Chinese Business Networks in Asia* du Department of Foreign Affairs and Trade, 51, 1995. Sur le rôle de la " confiance " dans le succès économique, on consultera Francis Fukuyama, *Trust. The Social Virtues and the Creation of Prosperity*, Hamish Hamilton, 1995.

<sup>59</sup> Pierre Grémion et Pierre Hassner (dirs.), *Vents d'Est. Vers l'Europe des Etats de droit ?*, Paris, PUF, 1990, p. 130. Voir, sur les disjonctions de la " construction démocratique " dans les sociétés post-totalitaires, les réflexions de Jon Elster dans le remarquable ouvrage de Stephen Shute et Susan Hurley (eds.), *On Human Rights. The Oxford Amnesty Lectures 1993*, Basic Books, 1993.

<sup>60</sup> Bruce Koppel, " Les perspectives de démocratisation en Asie du Sud-Est ", Paris, *Les Etudes du CERI*, n 7, 1995, p. 13.

<sup>61</sup> Arjun Appadurai, " Disjuncture and difference..." , in *Global culture*, *op. cit.*, p. 295.

<sup>62</sup> Zaki Laïdi, *Un monde privé de sens*, Paris, Fayard, 1994, p. 134.

<sup>63</sup> *La Vie économique*, 8-14 septembre 1995.